

## MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Regie des bâtiments  
Promotion

[849]

Par arrêté ministériel du 26 septembre 1995, M. Pycke, Rudy, analyste de programmation, est promu par accession au niveau supérieur, au grade d'informaticien, à partir du 1er juillet 1995.

## MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

Regie der gebouwen  
Bevordering

[849]

Bij ministerieel besluit van 26 september 1995, wordt de heer Pycke, Rudy, programmeringsanalist, door overgang naar het hoger niveau, bevorderd tot de graad van informaticus, met ingang van 1 juli 1995.

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

3 AVRIL 1995. - Arrêté ministériel portant approbation du Règlement d'ordre intérieur de la Commission de concertation des services médicaux du travail

[12693]

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi du 28 mars 1974 garantissant la protection des médecins du travail, notamment l'article 2bis inséré par la loi-programme du 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1993 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission de concertation des services médicaux du travail;

Considérant que la Commission de concertation des services médicaux du travail a adopté son Règlement d'ordre intérieur, le 25 novembre 1994,

Arrête :

**Article unique.** Le Règlement d'ordre intérieur de la Commission de concertation des services médicaux du travail, visé à l'article 2bis de la loi du 28 mars 1974 garantissant la protection des médecins du travail, repris à l'annexe au présent arrêté, est approuvé.

Bruxelles, le 3 avril 1995.

## Annexe

Règlement d'ordre intérieur  
de la Commission de concertation des services médicaux du travail

## CHAPITRE Ier. - Sièges de la Commission

Article 1er. Le siège de la Commission est établi au Ministère de l'Emploi et du Travail, à Bruxelles.

Son secrétariat est installé dans les locaux de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail.

## CHAPITRE II. - Modalités de fonctionnement de la Commission

## Section I. - Composition et missions du Bureau

Art. 2. Le Bureau de la Commission est composé du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire adjoint.

Art. 3. Le président statue sur la recevabilité de la saisine de la Commission par le demandeur, et avise celui-ci de sa décision.

Il établit l'ordre du jour de la réunion et en fixe la date. Il détermine le contenu du dossier et des informations à y annexer.

Il convoque les membres et, le cas échéant, les parties intéressées ou leurs représentants, dirige les débats, assure le bon fonctionnement de la Commission et la représente auprès des autorités.

En fonction de la localisation du différend à examiner, il désigne les trois médecins en chef-directeurs, membres de l'Inspection médicale du travail qui participent à la réunion de la Commission.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

Art. 4. Le vice-président désigne, en fonction du différend à examiner, le rapporteur et, en collaboration avec ce dernier, instruit les dossiers que la Commission est appelée à examiner.

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

3 APRIL 1995. - Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten

[12693]

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de wet van 28 maart 1974 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd bij de programawet van 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1993 betreffende de samenstelling en de werking van de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten;

Overwegende dat de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten haar huishoudelijk Reglement heeft goedgekeurd op 25 november 1994,

Besluit :

**Enig artikel.** Het huishoudelijk Reglement van de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten, bedoeld in artikel 2bis van de wet van 28 maart 1974 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren, gevoegd in bijlage aan dit besluit, wordt goedgekeurd.

Brussel, 3 april 1995.

## Bijlage

Huishoudelijk Reglement  
van de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten

## HOOFDSTUK I. - Zetel van de Commissie

Artikel 1. De zetel van de Commissie is gevestigd in het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid te Brussel.

Het secretariaat is gevestigd in de lokalen van de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde.

## HOOFDSTUK II. - Werkwijze van de Commissie

## Afdeling I. - Samenstelling en opdrachten van het Bureau

Art. 2. Het Bureau van de Commissie is samengesteld uit de voorzitter, de vice-voorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris.

Art. 3. De voorzitter beslist of de zaak van de eiser bij de Commissie ontvankelijk is en stelt hem hiervan in kennis.

Hij stelt de agenda van de vergadering op en legt de datum ervan vast. Hij bepaalt de inhoud van het dossier en de toe te voegen informatie.

Hij roept de leden en, in voorkomend geval, de betrokken partijen of hun vertegenwoordigers op, leidt de debatten, zorgt voor de goede werking van de Commissie en vertegenwoordigt haar bij de overheid.

Naar gelang van de plaats van het te onderzoeken geschil, wijst hij de drie hoofdgeneesheren-directeurs aan die behoren tot de Medische Arbeidsinspectie en die aan de vergadering van de Commissie deelnemen.

In geval van verhindering wordt de voorzitter vervangen door de vice-voorzitter.

Art. 4. De vice-voorzitter wijst een verslaggever aan in het licht van het te onderzoeken geschil en stelt een vooronderzoek in naar de dossiers die de Commissie zal moeten behandelen.

Il fait procéder, par le rapporteur, à toute investigation qu'il juge utile, de nature à informer complètement les membres sur les dossiers soumis à la Commission.

Art. 5. Le rapporteur collabore à l'instruction du dossier et procède, le cas échéant, à toute investigation complémentaire demandée par le vice-président. En séance, il expose le dossier examiné.

En cas d'empêchement du rapporteur, le dossier est exposé par le vice-président.

Art. 6. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des séances, tient minute des avis, constatations, recommandations et décisions de la Commission, en délivre expédition et assure la conservation des archives.

Le secrétaire-adjoint assiste à toutes les séances. Il aide le secrétaire dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

### Section II. - Organisation des réunions

Art. 7. La première convocation est envoyée au moins 15 jours calendriers avant la réunion.

Elle indique le lieu, la date et l'heure ainsi que l'ordre du jour de la séance. Elle est accompagnée des dossiers des différends à examiner et des informations destinées aux membres.

Les convocations sont adressées aux membres effectifs et aux membres suppléants ainsi qu'aux membres du Bureau.

Le membre effectif empêché d'assister à une réunion en informe son suppléant.

### Section III. - Procès-verbaux des réunions

Art. 8. Le procès-verbal de la séance de la Commission de concertation reprend uniquement les rétroactes du différend, les faits complémentaires que la Commission estime devoir retenir ainsi que, en fonction de la nature du différend, l'avis, la constatation, la décision ou la recommandation motivés de la Commission.

Art. 9. Les procès-verbaux sont adressés aux membres effectifs et suppléants et aux membres du Bureau dans les deux semaines qui suivent la réunion de la Commission.

L'avis, la constatation, la décision ou la recommandation motivés, délibéré(e) en séance, et qui a fait l'objet d'un vote ou d'un consensus n'est pas susceptible de rectification ultérieure.

Les demandes de rectification portant sur d'autres parties du procès-verbal doivent être introduites par écrit dans les huit jours de la réception du procès-verbal.

En l'absence de telles demandes dans le délai indiqué, le procès-verbal est considéré comme étant approuvé.

Si des demandes de rectification sont introduites, le président statue sur leur recevabilité et leur intégration dans le procès-verbal. Le cas échéant, le procès-verbal rectifié est adressé aux membres.

## CHAPITRE III. - Règlement de la procédure de concertation

### Section I. - Procédure générale

Art. 10. Sont en principe, considérées comme étant parties intéressées aux différends :

- s'il s'agit d'un service médical d'entreprise : l'employeur, le médecin chef du service médical, le médecin du travail concerné ainsi que le président et les délégués des travailleurs, membres du Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

- s'il s'agit d'un service médical interentreprises : le président du Conseil d'administration ou la personne mandatée par ledit Conseil, le médecin-directeur du service médical, le médecin du travail concerné ainsi que le président et les délégués des travailleurs, membres du Comité paritaire.

Les délégués des travailleurs dans les comités précités sont représentés devant la Commission par deux ou trois personnes qu'ils désignent parmi eux.

Art. 11. La partie qui saisit la Commission introduit un dossier comprenant l'ensemble des pièces relatives au différend et fournit tout document ou renseignement complémentaire demandé par le président.

Art. 12. Si la Commission estime devoir entendre les parties intéressées, la partie qui a saisi la Commission est entendue par priorité.

Les parties peuvent demander à être assistées d'un conseil.

La Commission se prononce par vote à main levée.

Hij laat door de verslaggever alle nasporingen doen die hij nodig acht, zodat hij de leden volledig kan inlichten over de dossiers die aan de Commissie zullen worden voorgelegd.

Art. 5. De verslaggever verleent zijn medewerking aan het vooronderzoek van het dossier en doet, in voorkomend geval, alle bijkomende nasporingen die de vice-voorzitter hem vraagt. Tijdens de zitting geeft hij een uiteenzetting van het onderzochte dossier.

Is de verslaggever verhinderd, dan wordt het dossier uiteengezet door de vice-voorzitter.

Art. 6. De secretaris stelt de notulen van de vergaderingen op, houdt de minuut bij van de adviezen, vaststellingen, aanbevelingen en beslissingen van de Commissie, verstrekt de uitgiffen ervan en verzekert de bewaring van het archief.

De adjunct-secretaris woont alle vergaderingen bij. Hij helpt de secretaris bij de uitoefening van zijn functie en vervangt hem in geval hij verhinderd is.

### Afdeling II. - Organisatie van de vergaderingen

Art. 7. De eerste convocatie wordt ten minste 15 kalenderdagen vóór de vergadering verstuurd.

Zij geeft de plaats aan, de datum en het uur, alsook de agenda voor de zitting en is vergezeld van de dossiers over de te onderzoeken geschillen en de voor de leden bestemde informatie.

De convocaties worden gericht aan de werkende en plaatsvervangende leden, alsook aan de leden van het Bureau.

Als een werkend lid verhinderd is om een vergadering bij te wonen, verwittigt hij zijn plaatsvervanger ervan.

### Afdeling III. - Notulen van de vergaderingen

Art. 8. In de notulen van de vergadering van de Overlegcommissie worden enkel de voorgeschiedenis van het geschil, de bijkomende feiten die de Commissie nodig acht in aanmerking te nemen, alsook, naar gelang van de aard van het geschil, het gemotiveerde advies, de gemotiveerde vaststelling, beslissing of aanbeveling van de Commissie opgenomen.

Art. 9. De notulen worden binnen de twee weken volgend op de vergadering aan de werkende en plaatsvervangende leden, alsook aan de leden van het Bureau gezonden.

Het gemotiveerde advies, de gemotiveerde vaststelling, beslissing of aanbeveling, genomen na overleg en stemming of waarover een consensus is bereikt, is niet vatbaar voor verdere verbetering.

De verzoeken om verbetering in verband met andere delen van de notulen moeten schriftelijk worden ingediend binnen de acht dagen na ontvangst van de notulen.

Bij ontstentenis van zulke verzoeken binnen de gestelde termijn, worden de notulen als goedgekeurd beschouwd.

Indien verzoeken om verbetering worden ingediend, oordeelt de voorzitter over de ontvankelijkheid en opname ervan in de notulen. In voorkomend geval worden de verbeterde notulen naar de leden gezonden.

## HOOFDSTUK III. - Regeling van de overleg- of verzochtingsprocedure

### Afdeling I. - Algemene procedure

Art. 10. In principe worden de volgende personen tot de bij het geschil betrokken partijen gerekend :

- indien het gaat om een bedrijfsgeneeskundige dienst : de werkgever, de geneesheer-hoofd van dienst, de betrokken arbeidsgeneesheer alsmede de voorzitter en de afgevaardigden van de werknemers, leden van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;

- indien het gaat om een interbedrijfsgeneeskundige dienst : de voorzitter van de raad van beheer of de door deze raad gevolmachtigde persoon, de geneesheer-directeur van de geneeskundige dienst, de betrokken arbeidsgeneesheer alsmede de voorzitter en de afgevaardigden van de werknemers, leden van het paritair comité.

De afgevaardigden van de werknemers in bovengenoemde comités worden in de Commissie vertegenwoordigd door twee of drie personen die zij onder hen aanwijzen.

Art. 11. De partij die de zaak bij de Commissie aanhangig maakt, dient een dossier in met alle stukken betreffende het geschil en bezorgt al de bijkomende documenten of inlichtingen die de voorzitter nog zou vragen.

Art. 12. Als de Commissie het nodig acht de betrokken partijen te horen, wordt de partij die de zaak bij de Commissie aanhangig heeft gemaakt, eerst gehoord.

De partijen mogen erom verzoeken zich door een raadsman te laten bijstaan.

De Commissie spreekt zich uit bij opgestoken hand.

Art. 13. Dans les deux semaines qui suivent la réunion, le président notifie aux parties concernées l'avis, la constatation, la décision ou la recommandation motivés de la Commission.

Section II. - Procédure relative à un différend concernant la compétence d'un médecin du travail (art. 114 R.G.P.T.)

Art. 14. Les dispositions de la section I s'appliquent à la présente section. Toutefois, la Commission rend un avis sur base d'un rapport rédigé par le rapporteur, en collaboration avec le président, le vice-président et trois médecins en chef-directeurs, désignés par le président en fonction de la localisation du différend.

#### CHAPITRE IV. - Dispositions particulières

Art. 15. Les membres de la Commission s'engagent à ne pas divulguer ni communiquer les renseignements dont ils ont eu connaissance par leurs fonctions.

Art. 16. Tout membre de la Commission qui siègerait dans un comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou un comité paritaire d'un service médical du travail concerné par un différend soumis à la Commission ne peut participer aux délibérations de la Commission qui s'y rapportent.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 3 avril 1995.

Mme M. SMET

Art. 13. Binnen de twee weken na de vergadering geeft de voorzitter de betrokken partijen kennis van het gemotiveerde advies, de gemotiveerde vaststelling, beslissing of aanbeveling van de Commissie.

Afdeling II. - Procedure betreffende een geschil met betrekking tot de bevoegdheid van een arbeidsgeneesheer (A.R.A.B., art. 114)

Art. 14. De bepalingen van afdeling I gelden ook voor deze afdeling. De Commissie brengt evenwel advies uit op grond van een rapport opgesteld door de verslaggever, in samenwerking met de voorzitter, de vice-voorzitter en de drie hoofdgeneesheren-directeurs, aangewezen door de voorzitter volgens de plaats van het geschil.

#### HOOFDSTUK IV. - Bijzondere bepalingen

Art. 15. De leden van de Commissie verbinden zich ertoe de inlichtingen waarvan zij door de uitoefening van hun functie kennis hebben gekregen, niet openbaar te maken of mede te delen.

Art. 16. Leden van de Commissie die zitting zouden hebben in een comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen of een paritair comité van een arbeidsgeneeskundige dienst dat betrokken is bij een geschil dat is voorgelegd aan de Commissie, mogen niet deelnemen aan de besprekingen die er betrekking op hebben.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 3 april 1995.

Mevr. M. SMET

## GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION -- GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE -- FRANSE GEMEENSCHAP

#### COMMUNAUTE FRANÇAISE

[S-Mac -- 29601]

2 OCTOBRE 1995. -- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant nomination des membres des Conseils d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991, notamment l'article 22;

Considérant qu'il importe de mettre en place les nouveaux membres de Conseils d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse dans les plus bref délais,

Arrête :

**Article 1er.** Les personnes, dont les noms suivent, sont désignées, à dater du 1er septembre 1995, en tant que membres des Conseils d'arrondissement précisés ci-après :

Arrondissement judiciaire d'Arlon :

Brack, Pascal, à 6700 Arlon;  
 Clausse, Nicole, à 6792 Halanzy;  
 de Rantere, Léon, à 6830 Bouillon;  
 Jaumin, Marie-Françoise, à 6700 Arlon;  
 Lefèvre, Michel, à 6750 Mussy-La-Ville;  
 Legrand, Jacques, à 6700 Arlon;  
 Lelling, Lucien, à 6700 Arlon;  
 Masson, Lucien, à 6700 Arlon;  
 Persoons, Paul, à 6700 Arlon;  
 Simon, Micheline, à 6700 Udange;  
 Tricot, Jean, à 6791 Athus;  
 Van De Woestyne, Nathalie, à 6762 Saint-Mard;  
 Wanlin, José, à 6791 Aubange;  
 Wiseler, Félicien, à 6700 Udange;  
 Woitrin-Dijon, Marie-Cécile, à 6791 Athus.  
 Est nommé président : Pascal Brack.  
 Sont nommées vice-présidentes : Jacques Legrand;  
 Léon de Rantere.